



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Résultats

Facebook double ses profits

La publicité cartonne toujours sur le réseau de Mark Zuckerberg, mais la ... • (Page 08)

Économie

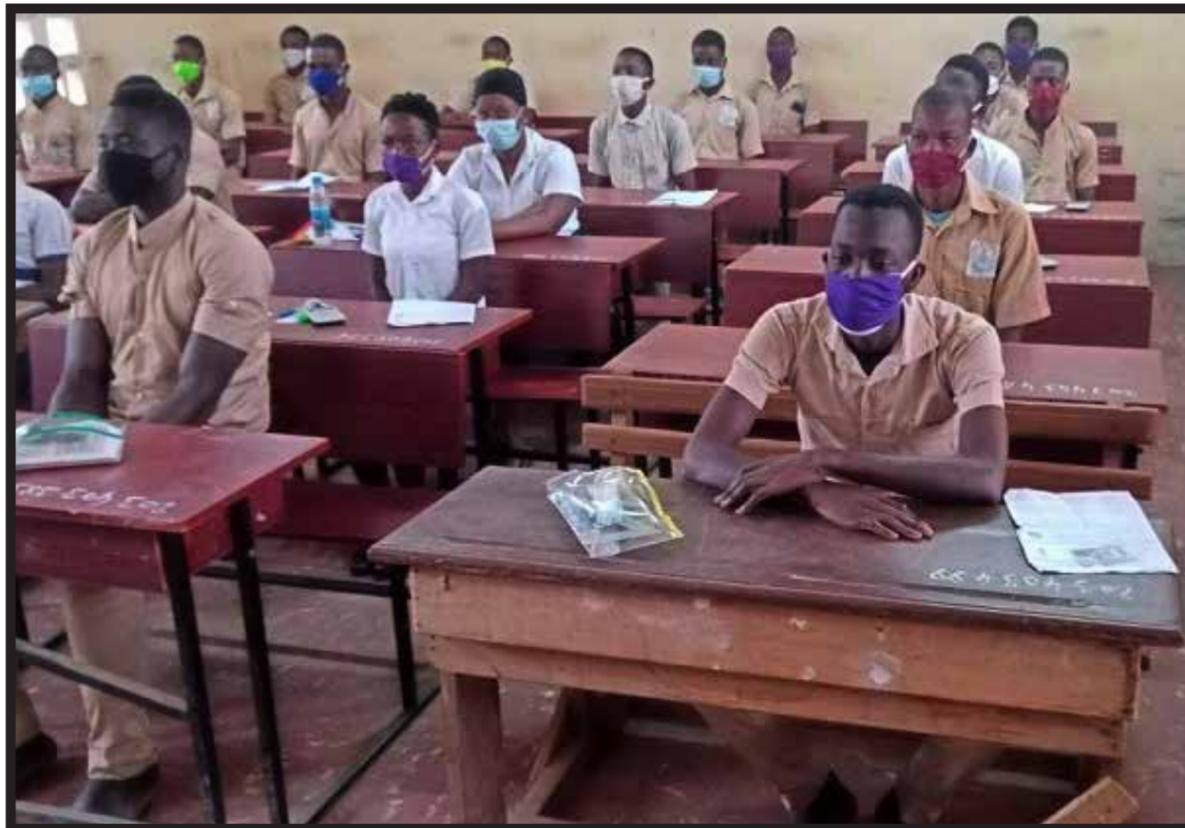
L'Europe a renoué avec une croissance forte au printemps

L'embellie sur le front de la croissance s'est répercutée sur le marché de l'emploi, où le taux de ... • (Page 11)



Togo / exemption des frais d'inscription aux examens • (Page 03)

Déjà 1,9 milliard FCFA pris en charge par l'Etat



UEMOA / Enquêtes sur les conditions de vie des ménages • (Page 04)

6ème session ordinaire du Comité de Pilotage à Lomé

Programmes communautaires

Session du CAF CEDEAO à Lomé

La réunion ad-hoc du Comité de l'Administration et des Finances (CAF) de la CEDEAO sur l'établissement des rapports ... • (Page 02)

Conférence sur le développement à la base

Une organisation réussie

Les travaux de la première conférence internationale sur le développement à la base a pris fin ce vendredi 30 juillet 2021 à Lomé, la capitale ... • (Page 04)

Financement des femmes

La BAD affirme son engagement à « combler le fossé »

La Banque africaine de développement a réitéré son engagement à « combler le déficit » ... • (Page 06)

Afrique

La conférence sur la politique foncière se tiendra à Kigali

Le Centre africain de politique foncière (ALPC), organise du 2 au 4 ... • (Page 11)

Cours des devises offert par

L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	548,000	5,005	766,500	606,000	439,750	84,500	148,750
Vente	655,957	555,000	5,065	773,500	612,000	446,750	86,250	151,500

Source : BCEAO

Programmes communautaires

Session du CAF CEDEAO à Lomé

La réunion ad-hoc du Comité de l'Administration et des Finances (CAF) de la CEDEAO sur l'établissement des rapports et des budgets des programmes et projets communautaires s'est tenue, lundi aout 2021 à Lomé.

• Vivien ATAKPABEM

Cette réunion qui fait suite à une recommandation de la 29ème réunion du Comité de l'Administration et des Finances s'inscrit parfaitement dans la dynamique des réformes en cours au sein de notre Communauté », a déclaré st Kossi Tofio, Directeur de cabinet du ministre de l'Economie et des Finances à l'ouverture des travaux de la réunion ad-hoc du Comité de l'Administration et des Finances (CAF) de la CEDEAO sur l'établissement des rapports et des budgets des programmes et projets communautaires. Le Comité ad-hoc est chargé d'améliorer la collecte des données et les rapports sur les indicateurs de performance. Les faibles taux physique et financier d'exécution des plans d'action de la Commission de la Cédéao, des autres institutions et Agences ainsi que l'impact de leurs programmes sur les citoyens de la région font l'objet d'une attention particulière des Etats membres, dont la demande constante est l'augmentation de cet impact. La réponse à cette requête des Etats implique une meilleure intégration de la planification, de la budgétisation, du suivi et de la documentation des résultats. Sous l'impulsion de Faure Gnassingbé, le Togo s'est résolument engagé dans les réformes courageuses qui visent à améliorer le quotidien des populations. A travers le Plan National de Développement (2018-2022) et la feuille de route gouvernementale (2021-2025), une panoplie d'actions sont en cours d'exécution avec un système de suivi-évaluation bien huilé et un cadre de redevabilité efficace, a rappelé



M. Tofio qui représentait le ministre de l'Economie et des Finances. La réunion est prévue pour durer 10 jours. Les faibles taux physique et financier d'exécution des plans d'action de la Commission de la CEDEAO, des autres Institutions et Agences ainsi que l'impact de leurs programmes sur les citoyens de la région font l'objet d'une attention particulière des Etats membres, dont la demande constante est l'augmentation de cet impact. La réponse à cette requête des

Etats implique une meilleure intégration de la planification, de la budgétisation, du suivi et de la documentation des résultats. En effet, depuis l'accord de Paris en 2006, nul ne se risque à dissocier ces étapes qui sécurisent ensemble de meilleurs résultats et plus d'impact, dans un contexte global marqué par des contraintes croissantes de financement, aux effets impotents par rapport à la célérité de la mise en œuvre des programmes et projets ainsi que pour leur envergure.



AUX DECIDEURS...

Sécuriser les chaînes d'approvisionnement

La pandémie de COVID-19 a révélé que les chaînes d'approvisionnement mondiales sont un immense château de cartes.

COVID-19 a mis à nu de nombreuses vérités inconfortables concernant la préparation globale de la société aux événements à faible probabilité mais à fort impact, en particulier les événements mondiaux. Celles-ci vont de questions relatives exclusivement à la préparation à une pandémie à des questions considérablement moins ésotériques, comme la capacité des chaînes d'approvisionnement mondiales à fonctionner indépendamment des diverses pressions exercées sur eux. Ce dernier va bien au-delà du problème d'approvisionnement en papier toilette vécu au début de la pandémie. Il s'étend pour inclure toute une gamme de produits comme le bois et autres matériaux de construction, outils, denrées alimentaires, semences, meubles, produits de nettoyage, canettes en aluminium, boccas, piscines et équipements de piscine, produits chimiques, vélos, matériel de camping, appareils ménagers et pièces de rechange de toutes sortes. Dans de nombreux cas, les chaînes d'approvisionnement ont été comprimées simultanément aux deux extrémités – l'offre et la demande.

Alors que les fermetures imprévues d'installations de fabrication et de distribution, les goulots d'étranglement aux frontières et les travailleurs malades ont causé des points d'étranglement dans les lignes d'approvisionnement, les personnes enfermées chez elles pendant des mois ont fait augmenter la demande pour une multitude de produits.

La pandémie a révélé que les chaînes d'approvisionnement mondiales sont un immense château de cartes : assez fragiles les bons jours, mais susceptibles de s'effondrer lorsqu'il y a une brise inattendue.

Avant COVID-19, il y avait déjà une grande pression sur la production de microprocesseurs, microcontrôleurs, cartes mères et autres en raison de la capacité de production mondiale limitée et des appels de produits plus importants. La pandémie a exercé une pression supplémentaire sur un segment déjà pressé, car les goulots d'étranglement de la production et de la distribution ont été comblés par une demande accrue due à la pandémie.

Il n'y a pas si longtemps, les perturbations dans la production de puces électroniques avaient tendance à n'affecter que la fabrication de téléphones intelligents, de tablettes, d'ordinateurs, de disques durs externes et, plus récemment, de téléviseurs à écran plat.

Aujourd'hui, cependant, de telles perturbations ont également un impact sur la production d'automobiles, car les puces sont de plus en plus utilisées dans les systèmes de direction assistée et de freinage, les systèmes d'infodivertissement automobile et d'autres composants. La situation des constructeurs automobiles ne devrait qu'empirer à mesure que de plus en plus de biens de consommation deviennent intelligents via la connectivité Wi-Fi ou Bluetooth.

La liste croissante d'articles nécessitant des puces électroniques est déconcertante, car ces composants sont presque exclusivement fabriqués dans certains des endroits les plus risqués du monde du point de vue des catastrophes naturelles : Chine, Japon, Taïwan, Corée du Sud, Malaisie, Thaïlande, Philippines et Californie. Cela doit changer. Nous avons besoin de plus d'installations de fabrication de puces électroniques et celles-ci doivent être situées dans des endroits à faible risque de dangers naturels et autres.

Mais qu'il s'agisse de puces électroniques, de copeaux de bois ou de chips, les entreprises doivent se familiariser intimement avec leurs chaînes d'approvisionnement si elles ne le sont pas déjà : ce qu'elles obtiennent, à quelle fréquence, en quelles quantités, de qui, d'où, comment et Pourquoi. La continuité des activités, les plans d'urgence et les solutions de contournement doivent être mis en place à l'avance pour faire face aux scénarios de simulation. Les gestionnaires de risques, qu'il s'agisse de consultants internes ou de consultants tiers, doivent participer à ces discussions, tout comme les conseils d'administration.

Les acheteurs d'assurance d'entreprise et les gestionnaires de risques doivent comprendre les différences entre les principales couvertures d'assurance, comme les interruptions d'activité standard et les interruptions d'activité contingentes, et s'assurer qu'ils disposent d'une protection financière appropriée.

Enfin, et dans une perspective d'ensemble, la société doit avoir une meilleure idée des points d'étranglement (à la fois au niveau de la fabrication et de la distribution et dans le monde physique) afin qu'ils puissent être traités, atténués ou même éradiqués.

De plus, nous devons faire plus de recherches pour comprendre comment les consommateurs se comportent face aux crises. Les domaines émergents de l'économie comportementale et de la science de la décision ont beaucoup à apporter à cette discussion.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Togo / exemption des frais d'inscription aux examens

Déjà 1,9 milliard FCFA pris en charge par l'Etat

Le pari de l'éducation pour tous est en passe d'être gagné au Togo. Au titre de l'année scolaire 2020-2021, pour les sessions des examens scolaires, le coût global d'exemption des frais d'inscription est estimé à 1,9 milliard de FCFA pour plus de 484 755 candidats au Togo.

• Joël YANCLO

L'investissement dans le secteur de l'éducation tient à cœur au gouvernement togolais, et d'énormes initiatives ont été prises pour assurer aux apprenants une éducation de qualité pour tous, ces dernières années. L'investissement dans le secteur de l'éducation tient à cœur au gouvernement togolais, et d'énormes initiatives ont été prises pour assurer aux apprenants une éducation de qualité pour tous, ces dernières années. Cette volonté s'est matérialisée par la mise en place des programmes adaptés aux besoins d'un système éducatif de qualité. Au nombre des mesures, la gratuité des frais d'inscription aux examens scolaires et universitaires, l'alimentation scolaire, le School Assur et l'exonération des frais scolaires pour les préscolaires et primaires. Pour le compte de l'année scolaire 2020-2021, plus de 484 755 candidats aux différents examens scolaires au Togo (CEPD, BEPC, BAC1,

BAC2 et BTS), ont déjà été exemptés de leurs frais d'inscription. D'autres examens aussi bénéficient de cette gratuité des frais à savoir CFA, BT, CQP, BEP, CAP et DTSA. Cette mesure voulue par le Chef de l'Etat constitue un soulagement pour les apprenants et les parents. Les cantines scolaires sont aussi une action salubre en faveur des écoles primaires publiques du Togo. Il s'agit d'offrir aux apprenants des zones vulnérables un repas chaud par jour. Mis en œuvre depuis 2008, le mécanisme a fourni des repas à plus de 97.000 apprenants pour un coût de près de 22 milliards de FCFA. Il a contribué par ailleurs à l'amélioration du taux de scolarisation de 9,4% et reste un frein à la déperdition et à la déscolarisation au Togo. Plus de 315 écoles en sont bénéficiaires. Il est prévu l'extension du programme à près de 600 autres établissements scolaires. Outre ces investissements, le Président de la République a mis en place dans les établissements scolaires publics School Assur, une assurance



maladie. Initié depuis 2017, ce programme a enregistré au total 2.546.131 prises en charge gratuites des élèves en consultations, analyses, pharmacies, hospitalisations et chirurgies. Les investissements se sont également accentués au niveau des préscolaires et primaires. Depuis 2008, les frais sco-

laire ont été rendus gratuits. Cette mesure a permis l'augmentation des effectifs. Le taux d'accroissement moyen est estimé à 12%. Toutes ces initiatives au profit de l'éducation au Togo sont fortement appréciées par les populations et les partenaires. Elles ont contribué à l'amélioration sensible du taux de scolarisa-

tion et de réussite aux différents examens scolaires.

Pour une éducation universelle et de qualité

Les candidats au CEPD, BEPC, BAC1, BAC2, BTS, CFA, BT, CQP, BEP, CAP et DTSA sont exempts des frais d'inscription pour comp-

ter de l'année académique 2020-2021. Cette décision vient en complément à plusieurs autres prises par le chef de l'Etat en vue d'assurer une éducation universelle et de qualité. Des initiatives telles que la construction des infrastructures, la formation des formateurs et le recrutement et l'amélioration des conditions de travail du personnel se poursuivent. Le gouvernement a déjà engagé des actions pour la construction des Ecoles normales d'instituteurs (ENI), 25000 salles de classes, trois collèges universitaires régionaux d'enseignement supérieur, des structures d'apprentissage et de formation professionnelle ainsi que l'implantation des nouvelles cantines scolaires. Somme toute, l'éducation reste une priorité à la politique du Président de la République qui consent des sacrifices pour une formation intégrale et de qualité au profit des apprenants et des acteurs du système de l'enseignement tout degré confondu.

Espace UEMOA

Le secteur bancaire a été plus rentable en 2020

En 2020, les banques de l'UEMOA ont affiché une résilience relative. La hausse de rentabilité est surtout le fait d'une réduction des pertes pour les banques déficitaires. Quelques inquiétudes marquent les perspectives de 2021.

La rentabilité des banques opérant au sein de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) s'est améliorée en 2020, malgré une année marquée par la pandémie de coronavirus. Trois indicateurs permettent de confirmer cela. Déjà, le bénéfice net global du secteur a représenté 23,5% du produit net bancaire (équivalent du chiffre d'affaires) consolidé, selon des estimations de la Banque centrale (BCEAO). En 2018 et 2019, ce taux de marge net était respectivement de 19,2% et 21,2%. L'améliora-

tion du taux de marge nette des banques de la sous-région survient, alors que le produit net bancaire a lui-même progressé de 8% sur la période analysée. Aussi, on peut noter que le coefficient de rentabilité, qui mesure le poids du bénéfice net sur les fonds propres des banques, a progressé, pour se hisser à 13,3%, contre 11,8% il y a trois ans. Enfin, la rentabilité des actifs est passée à 1,2%, contre 1% en 2018. Ces indicateurs sont la confirmation de la résilience qu'ont affichée les banques, en tant que secteur d'investissement pour



ceux qui sont en quête de placements rentables. Mais une analyse du détail des performances dans le secteur fait ressortir deux choses. D'une part, les banques qui ont réalisé des bénéfices ont présenté un résultat net positif de 620,1 milliards de FCFA. Il est en hausse de 3,8%, contre

16,4% en 2019. C'est sur la réduction des pertes pour les banques ayant affiché un résultat négatif, que le secteur a amélioré sa rentabilité. En effet, les pertes consolidées des banques déficitaires ont été de 68,2 milliards de FCFA en 2020, soit 50,2% de moins qu'en 2019. Malgré

le contexte de Covid-19, les revenus des activités de prêts à la clientèle se sont améliorés, tandis que les charges générales du secteur ont reculé. Cette évolution reste à suivre. Les banques de l'UEMOA ont aussi bénéficié des mesures d'allègement de la BCEAO, pour leur permettre, ainsi qu'à leurs clients, de faire face aux effets de la Covid-19. La fin de ces mesures ne devrait pas manquer d'impacter la rentabilité du secteur. Un autre facteur de risque provient des difficultés dans l'agroalimentaire. A l'importation, les

prix des principales denrées achetées par les consommateurs de l'UEMOA sont en hausse (19,4% au premier trimestre 2021). Cela pourrait réduire le revenu disponible et la capacité pour certains clients à rembourser leurs dettes. A l'exportation, les volumes de production des principales matières premières (cacao, coton-graine) sont en baisse, selon des estimations de la Banque centrale. Cela risquerait de réduire les revenus pour les acteurs des chaînes de valeurs qui y sont associées.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

UEMOA / Enquêtes sur les conditions de vie des ménages

6ème session ordinaire du Comité de Pilotage à Lomé

Lomé, la capitale togolaise abrite du 28 juillet au 04 août 2021, la réunion ordinaire du Comité Régional de la Statistique (CRS) et du Comité de Pilotage (CoPil) du Programme d'harmonisation et de modernisation des enquêtes sur les conditions de vie des ménages (PHMECV). Objectifs, débattre des questions diverses relatives à l'exécution de cet important programme et formuler des recommandations sur les dispositions nécessaires à la bonne réalisation des résultats attendus.

• Joël YANCLO

Dans le cadre de la coordination régionale des activités statistiques, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité intérieure, organise du 28 juillet au 04 août 2021 à Lomé au Togo, la réunion ordinaire du Comité Régional de la Statistique (CRS) et du Comité de Pilotage du Programme PHMECV. Au cours de la session ordinaire qui s'est tenu du 28 au 31 juillet 2021, le Comité a examiné l'état de mise en œuvre des recommandations de la dernière réunion du CRS, les rapports d'activités statistiques 2019 et 2020 du Système Statistique Régional et le projet de rénovation de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) au sein des Etats membres de l'UEMOA. Le Comité Régional de la Statistique joue un rôle central dans l'adoption par les institutions de l'Union de textes à caractère statistique et dans l'élaboration de projets statistiques.



Il a contribué grandement à l'adoption du Programme Statistique Régional (PSR) 2015-2020 et à la négociation du Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages (PHMECV) au sein de l'UEMOA qui est en cours d'exécution dans l'ensemble des Etats membres. Au titre de son mandat de Comité de Pilotage (CoPil) du PHMECV, il passera en revue du 02 au 04 août 2021, le rapport d'activités statistiques de l'année 2020 du Programme ainsi que le Plan de Travail Annuel et le Budget (PTAB) de l'année 2022 en prélude à son inscription au budget de l'Union. Des recomman-

dations issues des missions d'audits internes et externes et de suivi comptable du Programme seront également examinées. En rappel, chaque année, le Secrétariat du CRS, assuré par le Centre Statistique de la Commission de l'UEMOA, prépare un rapport sur les activités statistiques de l'Union à soumettre audit Comité lors de sa session ordinaire. Le PHMECV de l'UEMOA a pour objectif de renforcer les capacités des Instituts Nationaux de Statistiques (INS), de produire des indicateurs de pauvreté et d'autres indicateurs socioéconomiques comparables. C'est une initiative de la Commission de l'UEMOA financée par la Banque mondiale qui vise à améliorer la disponibilité, la qualité et la comparabilité des indicateurs de suivi des conditions de vie des ménages dans les Etats membres. Le gouvernement togolais ne ménage aucun effort pour soutenir les initiatives régionales tendant à renforcer la comparabilité et la qualité des productions statistiques. C'est dans ce cadre que le programme statistique régional de l'UEMOA dans son volet « Harmonisation et Modernisation des Enquêtes des Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages », constitue une grande opportunité et un atout pour les pays de l'UEMOA.



Conférence sur le développement à la base

Une organisation réussie à Lomé

Les travaux de la première conférence internationale sur le développement à la base a pris fin ce vendredi 30 juillet 2021 à Lomé, la capitale togolaise.

• Bernard AFAWOUBO

Les partenaires techniques et financiers, des collectivités territoriales, des communautés à la base et des sociétés civiles ont analysé et discuter de la problématique du développement à la base, une priorité du gouvernement togolais. Les échanges du dernier jour ont porté au tour du thème : les communautés de base face à la Covid-19 : innovations et résilience dans les approches des pays, leçons apprises et perspectives. Les deux panels de haut niveau du jour ont permis aux participants de découvrir l'impact des différentes mesures d'urgence prises par les gouvernements sur les communautés à la base pendant cette crise sanitaire liée au coronavirus. « La conférence de Lomé a été une excellente conférence. Nous nous sommes engagés à accompagner le gouvernement davantage pour avoir des impacts beaucoup plus transformateurs au niveau des communautés. Le développement commence à la base. Tout ce qu'on fait au niveau central, doit être décliné au niveau local pour que les populations puissent en bénéficier. Le développement doit être inclusif et je pense qu'on en a longuement discuté. Nous avons parlé des termes solidarité, des termes travailler sur l'autonomisation des jeunes, des femmes et des plus vulnérables et ne laisser personne de côté. Nous au PNUD, on est déjà sur ce chantier-là, nous allons continuer à accompagner le Gouvernement a encore transformer structurellement nos communautés pour apporter un développement local, résilient mais, un développement durable. », a indiqué Aliou M. Dia, Représentant résident du PNUD au Togo. Pour le Ministre, Secrétaire général du Gouvernement, Kanka-Malik Natchaba, dans le contexte d'incertitudes lié à la pandémie, le développement à la base a permis de faire beaucoup de choses pour améliorer la résilience des populations. « Le développement à la base a permis d'être le bouclier pour protéger les populations et pour les rendre ré-



silientes. Le développement à la base a permis d'installer des organisations pérennes au cœur des communautés et parce que ces organisations étaient en place, elles ont pu fonctionner comme des boucliers pour accélérer et faciliter la résilience de nos populations. Le deuxième élément à retenir, c'est la nécessité d'innover sur plusieurs plans pour accélérer. Et cette dynamique d'accélération soutient la feuille de route du Gouvernement togolais qui place l'inclusion au cœur de ses problématiques. », a-t-il indiqué. Le Directeur du Centre de développement de l'OCDE Mario Pezzini s'est dit satisfait de la réussite de l'organisation de cette conférence internationale de Lomé sur le développement à la base. Mme le Premier Ministre a remercié tous les participants en présentiel et en ligne pour la qualité des échanges et le partage des connaissances. Elle a félicité tous les panélistes pour la qualité des interventions pertinentes et riches. Le Chef du Gouvernement a rendu un hommage mérité au Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, pour sa vision et son leadership pragmatique et exemplaire qui met le Togolais et la Togolaise au centre de ses priorités. « Je voudrais rendre grâce à Dieu pour ces deux jours de travaux intenses, mais très productifs pour nos populations. Mesdames et Messieurs, que pouvons-nous retenir de nos échanges ? Le développement à la base se fonde sur des valeurs intrinsèques, universelles. Le mot solidarité est revenu plusieurs fois, c'est une valeur essentielle pour nos communautés et le développement à la base se fonde sur ces

valeurs. Il est mis en œuvre dans une approche coordonnée, dans une approche intégrée avec la pleine implication des populations pour traduire dans la réalité, la vision d'une société prospère et inclusive. Les populations connaissent leurs besoins, elles savent prioriser leurs besoins et nous n'avons pas le droit de les écarter de tout ce processus de planification locale. » D'une manière succincte, Mme le Premier Ministre a résumé les deux jours de travaux en trois points principaux : « le premier point, c'est la responsabilisation. Cette responsabilisation, elle doit être à tous les niveaux, au niveau des communautés elles-mêmes, la responsabilisation des citoyens pris individuellement et collectivement mais également la responsabilisation accrue des pouvoirs publics. L'autre mot qui revient et qui est un point central, c'est l'autonomisation. Donner les moyens aux populations de se prendre en charge. Et en le faisant ainsi, elles contribuent à la construction de l'économie au niveau local et au niveau national. Il y a un point également qui revient et sur lequel nous devons continuer par travailler, c'est cette adaptation constante qu'il nous faut. Cette transformation qui est rendue possible avec l'innovation pour nous permettre non seulement d'accélérer, mais d'aller beaucoup plus loin. Je dis souvent que la pauvreté ça n'attend pas, nous devons absolument accélérer pour pouvoir répondre aux attentes de nos populations et les sortir de la vulnérabilité. » Elle a enfin, appelé à la pleine implication des populations à la base pour pouvoir répondre de façon accélérée à leurs attentes.

Baromètres Togo

Référentiel	Sources
Valeur	Populationdata
Superficie : 56 600 km ²	Banque mondiale
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Populationdata
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	Populationdata
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Sources
Valeur	Populationdata
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS PRIMAIRE SECONDAIRE
TECHNIQUE ET DE L'ARTISANAT

MINISTERE DELEGUE CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE ET DE L'ARTISANAT

CENTRE DE FORMATION AUX METIERS DE L'INDUSTRIE

PROJET PERENISATION ET EXTENSION DU CFMI

PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Togo

Avis d'Appel d'Offres Ouvert (AAO)

ACQUISITION D'APPAREILS, MACHINES ET EQUIPEMENTS POUR LA FORMATION AUX METIERS DE L'EAU, L'ENERGIES RENOUVELABLE, LA MECANIQUE AUTO, LA REFRIGERATION ET LA FORMATION DES FORMATEURS AU PROFIT DU CENTRE DE FORMATION AUX METIERS DE L'INDUSTRIE (CFMI)

Date : Lomé le 19 Juillet 2021

Nom du Projet : Pérennisation et Extension du Centre de Formation aux Métiers de l'Industrie (PE-CFMI)

AAO N°001/2021/MEPSTA/META/CFMI/PE-CFMI/PRMP

1. Le Ministère Délégué chargé l'Enseignement Technique et de l'Artisanat (META), représenté par le Centre de Formation aux Métiers de l'Industrie (CFMI) a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût du Projet « Pérennisation et Extension du Centre de Formation aux Métiers de l'Industrie (PE-CFMI) ». Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché relatif à l'acquisition de matériels, mobiliers et équipements pédagogiques au profit du CFMI.

2. Le Centre de Formation aux Métiers de l'Industrie (CFMI) sollicite des Offres sous pli fermé de la part des Soumissionnaires éligibles pour la fourniture des appareils, machines et équipements pour la formation aux métiers de l'eau, l'énergie renouvelable, la mécanique auto, la réfrigération et la formation des formateurs en deux tranches :

Tranche ferme : acquisition d'appareils, machines et équipements pour la formation aux métiers de l'eau, l'énergie renouvelable, la mécanique auto, et la formation des formateurs ;

Tranche conditionnelle : acquisition d'appareils, machines et équipements pour la formation aux métiers de la mécanique auto, la réfrigération et la formation des formateurs.

NB : Les candidats doivent présenter une offre portant sur la totalité des tranches. L'offre d'un candidat ne portant que sur la tranche ferme sera considérée comme non conforme.

3. Les fournitures seront livrées au Centre de Formation aux Métiers de l'Industrie (CFMI) dans un délai de six (06) mois à compter de la date de notification du marché approuvé. Les variantes ne sont pas autorisées.

4. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du **Secrétariat du Centre de Formation aux Métiers de l'Industrie (CFMI), Zone Portuaire (industrielle), à côté de SOTOTOLES 09 BP 9060 Lomé 09, Togo ; Tél : (228) 93 23 61 06 ou par courriel : info@cfmi.tg, tous les jours ouvrables de lundi à vendredi de 08h00 à 12h et de 14h30 à 17h (GMT) et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres à l'adresse ci-dessus.**

5. Les Soumissionnaires intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou obtenir à titre onéreux les Documents d'Appel d'Offres complets en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de cent mille (100 000) F CFA. La méthode de paiement sera en espèce contre réception d'un reçu et le dossier d'appel d'offres sera adressé aux candidats main à main.

6. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahiers des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Document Type d'Appel d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures de l'Agence Française de Développement.

7. Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-après : **Secrétariat du Centre de Formation aux Métiers de l'Industrie (CFMI), Zone Portuaire (industrielle), à côté de SOTOTOLES, Tél : (228) 93 23 61 06, Lomé Togo au plus tard le lundi 06 septembre 2021 à 10H 00 (heure locale).**

8. Les Offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission d'un montant de quatre millions sept cent mille (4 700 000) FCFA

9. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de 120 jours à compter de la date limite du dépôt des offres.

10. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent le **lundi 06 septembre 2021 à 10 heures 30 minutes (heure locale)**, à l'adresse suivante : **salle de réunion du Centre de Formation aux Métiers de l'Industrie (CFMI) Zone Portuaire (industrielle), à côté de SOTOTOLES 09 BP 9060 Lomé 09, Togo ; Tél : (228) 93 23 61 06, courriel : info@cfmi.tg.**

11. Les exigences en matière de qualifications sont :

Les conditions légales de l'entreprise ;

Les candidats devront être en règle vis-à-vis de l'Administration ; fournir la déclaration d'intégrité dûment complétée et signée. (Voir. IS 11.1 (K) des données particulières de l'appel d'offres (DPAO) pour les informations détaillées) ;

La situation financière de l'entreprise ;

Avoir réalisé durant les années 2017, 2018 et 2019, un chiffre d'affaires moyen égal au moins à **1,5 fois le montant de l'offre**. Le Soumissionnaire doit joindre à son offre toute preuve (Etats financiers certifiés de ces trois années) de ses chiffres d'affaires.

La capacité technique et l'expérience de l'entreprise.

- Le soumissionnaire doit prouver, documentation à l'appui, qu'il a exécuté en tant que fournisseur principal ou de membre de groupement, **au moins un (01) marché** portant sur des fournitures de matériels de nature similaire **au cours des dix (10) dernières années**. A cet effet, le soumissionnaire doit joindre à son offre la liste des marchés exécutés et copie de toute preuve (attestations de bonne exécution ou procès-verbaux de réception définitive) montrant qu'il a exécuté lesdits marchés.

- Disponibilité, à la date limite de soumission des Offres, d'un service après-vente et de pièces détachées implanté dans la région depuis au moins 6 mois, pour les Fournitures proposées dans l'Offre ou un engagement formel et chiffré présenté par le soumissionnaire dans son offre pour la mise en place du service après-vente et du magasin avant la livraison des matériels sera pris en compte dans le cas échéant

Voir les Documents d'Appel d'Offres pour les informations détaillées.

NB : « Les sociétés nouvellement créées qui sont dans l'impossibilité de fournir les états financiers des années (2017, 2018 et 2019) exigés sont autorisées à prouver leur capacité économique et financière par tout autre document substitutif distinct de l'attestation de capacité financière ».

La Personne Responsable des Marchés Publics

CP PE CFMI
09 BP 9060
Tél: 22 19 35 66 / 22 42 76 79
Qtier Kangnikopé à Côté de SOTOTOLES


Jules Anani GOZO

Financement des femmes

La BAD affirme son engagement à « combler le fossé »

La Banque africaine de développement a réitéré son engagement à « combler le déficit de financement » pour les femmes et a mis en garde contre l'impact des inégalités de genre sur les systèmes alimentaires en Afrique.

• Nicole ESSO

S'exprimant à Rome lors du pré-sommet du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, la vice-présidente de la Banque pour l'agriculture, le développement humain et social, le Dr Beth Dunford, a souligné que combler l'écart entre les sexes dans les opportunités économiques sur le continent était essentiel pour son avenir. « Comblé les écarts d'opportunités économiques est non seulement essentiel pour l'autonomisation des femmes, mais aussi pour les économies africaines, en particulier pour la croissance du PIB, la réduction de la pauvreté et la transformation structurelle pour le développement durable », a déclaré Dunford. Dunford a participé à une table ronde sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les systèmes alimentaires. Elle était accompagnée de Sabrina Dhowre Elba, ambassadrice de bonne volonté du Fonds international de développement agricole et du Dr Kawinzi Muiu, directeur du genre, Programme alimentaire mondial. Des représentants de plus de 100 pays ont assisté au sommet, organisé pour discuter des dernières approches scientifiques et fondées sur des preuves en matière de systèmes alimentaires. En Afrique subsaharienne, le déficit de financement des femmes africaines dans les chaînes de valeur agricoles



est estimé à 15,6 milliards de dollars. Les femmes jouent un rôle central dans l'agriculture et l'agro-industrie et ont besoin de cadres réglementaires et politiques plus solides et réactifs pour que les pays puissent bénéficier de leurs contributions. Dunford a réaffirmé l'engagement de la Banque en faveur de l'autonomisation des femmes dans tous les secteurs, à travers ses politiques, telles que la nouvelle stratégie sur le genre 2021-2025 et la stratégie Feed Africa, qui donne la priorité à l'égalité des sexes et aux résultats durables pour soutenir toutes les actions d'investissement et de dialogue sectoriel. La Banque fournira une feuille de route pour les interventions en matière de genre au cours des quatre prochaines années, en se concentrant sur le secteur agricole, où les femmes ont le potentiel entrepreneurial le plus élevé, a déclaré le vice-président. Fournir un accès au financement aux petites et moyennes entreprises détenues par des femmes en Afrique est un élément important de la stratégie de la Banque visant à créer un environnement commercial propice à l'épanouissement des femmes entrepreneurs.

Des financements en cours et à venir

La Banque, par le biais de son initiative d'Action financière positive pour les femmes en Afrique (AFAWA), s'est engagée à hauteur de 5 milliards de dollars pour financer les entreprises des femmes sur le continent d'ici 2026. Cela s'avère déjà fructueux. Par exemple, au Ghana, un projet de 20 millions de dollars de l'AFAWA sur le financement de pratiques agricoles résilientes au climat devrait bénéficier à 400 micro, petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes grâce à une ligne de crédit d'Eco-bank Ghana. Ce soutien s'accompagne d'une assistance technique et d'une formation aux pratiques agricoles résilientes au climat. D'ici la fin de 2021, la Banque devrait avoir fourni près de 500 millions de dollars, dont 150 millions de dollars bénéficieront aux femmes du secteur agricole, et de travailler avec des partenaires des secteurs public et privé pour développer des modèles financiers alternatifs afin d'augmenter la capacité des agricultrices à accéder au financement et aux compétences dont elles ont besoin pour se développer de manière durable.

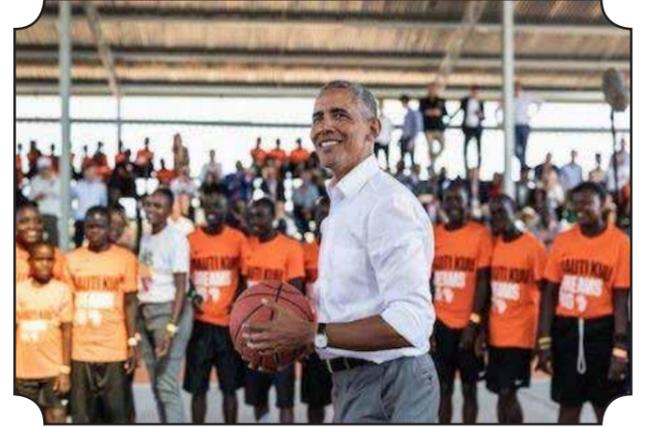
Avec financialafrik.com

Communication

Barack Obama est devenu partenaire de NBA Africa

Adam Silver, le patron de la NBA, a déclaré en mai, lors du lancement des activités africaines de la ligue, que la valeur d'entreprise de NBA Africa s'élevait à environ 1 milliard USD.

L'ancien président américain Barack Obama vient de prendre une participation minoritaire, en tant que partenaire stratégique, dans l'activité africaine de la National Basketball Association (NBA), qui soutient la Basketball Africa League. La ligue nord-américaine de basketball a déclaré que Barack Obama utilisera sa participation dans NBA Africa pour financer les programmes de la Fondation Obama pour la jeunesse et le leadership en Afrique. Le président Obama entend contribuer aux efforts de la ligue dans le domaine de la responsabilité sociale, en soutenant notamment des programmes et des partenariats qui favorisent l'égalité des sexes et l'inclusion économique sur tout le continent africain, a précisé la NBA. De son côté, Barack Obama a fait savoir par communiqué que « la NBA a toujours été une grande ambassadrice pour les Etats-Unis, utilisant le basket pour créer des liens plus profonds à travers



le monde. En Afrique, le basketball a le pouvoir de promouvoir de plus grandes chances, une meilleure égalité et la prise de responsabilité ». « En investissant dans les communautés, en promouvant l'égalité des sexes et en cultivant l'amour du basketball, je crois que NBA Africa peut faire la différence pour de nombreux jeunes Africains. » La National Basketball Association n'a pas divulgué les conditions de la participation d'Obama dans l'entreprise. Notons qu'actuellement la Basketball Africa League réunit 12

équipes et que ses matchs sont diffusés dans 215 pays et territoires. Victor Williams, PDG de NBA Africa, a indiqué que la NBA avait des « plans de croissance ambitieux ». En mai, il avait déjà annoncé que la stratégie de NBA Africa revenait entre autres à accélérer le « développement de l'écosystème du basketball » en mettant en place davantage d'académies pour jeunes, qui serviront de voie d'accès aux talents ainsi qu'à la croissance de la marque NBA.

Avec [Agence Ecofin](http://AgenceEcofin)

Afrique

3 projets distingués par « AFD-GDN biodiversité et développement »

L'édition 2021 du prix « AFD-GDN biodiversité et développement » dévoile ses 5 lauréats dans le monde. C'est un programme de recherche lancé par le Global Development Network (GDN) et l'Agence française de développement (AFD) afin d'accompagner les chercheurs travaillant sur une approche intégrant politiques de développement et sauvegarde de la biodiversité.

Cinq scientifiques bénéficieront de quatre bourses de recherche individuelle d'une durée maximale de 2 ans et d'un mentorat spécialisé. Les lauréats se sont remarqués par des propositions de projet jugées sur leur qualité scientifique, par le choix de la zone géographique. Ces scientifiques effectuent leurs recherches au Ghana, en Éthiopie, à Madagascar, au Vietnam et dans les îles Fidji (dans le Pacifique). En Afrique, les propositions de trois chercheurs ont été retenues. Il s'agit de Margaret Fafa Awushie Akwetey, diplômée en océanographie et limnologie (l'étude biologique, physique des eaux stagnantes, Ndlr), spécialisée dans l'écologie aquatique. La scientifique ghanéenne porte un projet visant à évaluer des moyens de subsistance dans les écosystèmes du complexe de lagunes d'Anlo-Keta (AKLCS), un site Ramsar (zone humide d'importance internationale. Margaret Fafa Awushie Akwetey se penche également sur les réponses potentielles qui pourraient permettre de réduire la pression sur la biodiversité et optimiser le fonctionnement de

ce système socioécologique.

Développer le rizipisciculture à petite échelle à Madagascar

Malaladiana Razafindrakoto est une taxonomiste et spécialiste de l'écologie des sols. Cette Malgache est la première chercheuse et aujourd'hui la seule dans cette discipline géographique. À Madagascar, 75 % de la population vit sous le seuil de pauvreté; une situation fortement liée à la faible productivité agricole. L'objectif de Razafindrakoto est de fournir des solutions faciles à mettre en œuvre et peu coûteuses pour les petits exploitants agricoles malgaches. Un moyen d'améliorer les rendements agricoles dans le pays, tout en préservant la biodiversité. C'est grâce à un projet visant à accroître la compréhension de la capacité de la lombriculture et du lombricompost qui permettra d'améliorer la rizipisciculture (élevage de poissons ou de crevettes dans une rizière, Ndlr) à petite échelle à Madagascar qu'elle a été sélectionnée pour le prix « AFD-GDN biodiversité et développement ».

La conservation des loups éthiopiens

Dotée d'une maîtrise en conservation et gestion de la biodiversité du Collège des forêts et des ressources naturelles de Wondo Genet (HUGWCFNR), Tsyon Asfaw est basée en Éthiopie. Elle a rejoint l'unité de recherche WildCRU de l'Université d'Oxford (en Angleterre) pour suivre un diplôme de troisième cycle en pratiques internationales de conservation de la faune. À cette occasion, la chercheuse a travaillé sur l'interaction entre les chiens domestiques en liberté et les loups éthiopiens dans le parc national des montagnes de Balé, en Éthiopie. Son projet porte sur l'étude de la conservation des grands carnivores dans la vallée de l'Omo, au sud-ouest de l'Éthiopie. Deux autres projets ont été validés et sont le fruit d'une collaboration entre les scientifiques de plusieurs pays. Il s'agit de Lavenie Tawake et Margaret Fafa Awushie qui portent un projet sur le renforcement de la communication scientifique afin d'améliorer l'intégration de la biodiversité dans les lagunes côtières aux Fidji et au Ghana.

Avec afrik21

UMOA

Les emplois du système bancaire évalués à 41 461 milliards FCFA en 2020

Les emplois du système bancaire de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) se sont établis à 41 460,7 milliards de FCFA (62,191 milliards d'euros) en 2020, selon le rapport de la Commission bancaire basée à Abidjan.

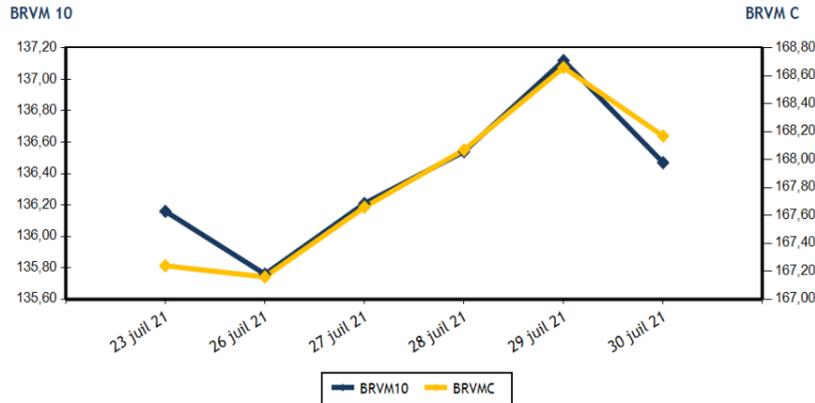
Ces emplois sont en progression de 14,9% sur l'année contre 10,4% en 2019. « Leur structure reste dominée par les crédits à la clientèle (60,3%) et les titres de placement (25,9%) », renseigne la Commission bancaire. Quant aux parts des immobilisations financières, des autres immobilisations et de divers emplois; elles se situent respectivement à 0,6%, 10,4% et 2,9%. Les crédits à la clientèle, nets des provisions, se sont accrus de 8,3% en glissement annuel, pour atteindre 24 981,1 milliards de FCFA à fin 2020. Ils sont composés des crédits à court terme (51,5%), des crédits à moyen terme (39,2%), des crédits à long terme (4,4%),

des opérations de location-financement (1,1%) et des créances en souffrance (3,8%). Les crédits à court terme se sont élevés à 12 870,5 milliards de FCFA, en croissance de 9,7% en rythme annuel contre un recul de 1,4% à fin 2019. De leur côté, les crédits à moyen terme se chiffrent à 9 797,1 milliards de FCFA, en hausse de 9,0%, en rythme annuel contre 32,1% en 2019. Quant aux crédits à long terme, ils sont ressortis à 1 094,3 milliards de FCFA, enregistrant une progression de 7,2% en 2020 contre 12,2% en 2019. En ce qui les concerne, les opérations de location-financement ont atteint 262 milliards de FCFA, s'accroissant de 14,2%, en rythme annuel,

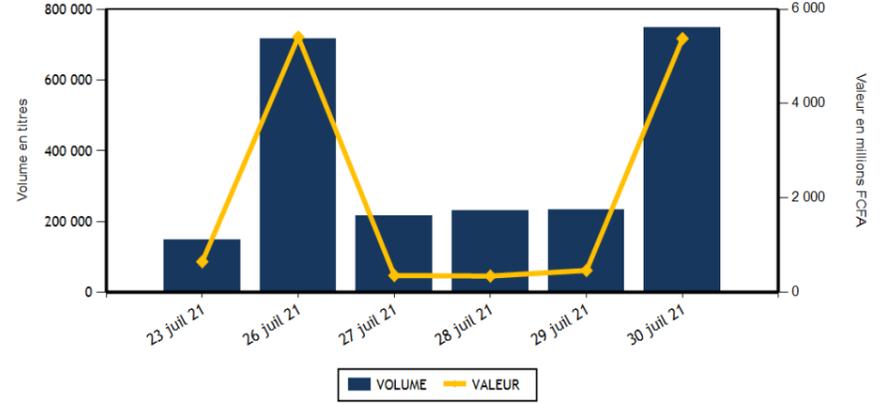
à fin décembre 2020 contre 39,0% un an plus tôt. Les responsables de la Commission bancaire signalent que les créances en souffrance nettes se sont établies à 957,2 milliards de FCFA, soit un repli de 12,2% sur l'année 2020 contre une hausse de 2,2% en 2019. Les titres de placement du système bancaire de l'UMOA se sont chiffrés à 10 749,1 milliards de FCFA à la fin de la période sous revue, en augmentation de 2 277,9 milliards de FCFA ou 26,9% sur l'année contre 16,6% en 2019. Quant aux immobilisations financières, elles sont évaluées à 237,8 milliards de FCFA à fin 2020, en hausse de 10,4 milliards (+4,6%).

BRVM 10 136,47	BRVM BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES Afrique de l'Ouest	BRVM Composite 168,17
Variation Jour ↓ -0,47 %	BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	Variation Jour ↓ -0,29 %
Variation annuelle ↑ 4,27 %	N° 145 vendredi 30 juillet 2021 Site : www.brvm.org	Variation annuelle ↑ 15,68 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 060 947 604 931	-0,29 %
Volume échangé (Actions & Droits)	247 708	6,34 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	326 396 012	-27,75 %
Nombre de titres transigés	39	-7,14 %
Nombre de titres en hausse	13	-27,78 %
Nombre de titres en baisse	15	36,36 %
Nombre de titres inchangés	11	-15,38 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 808 054 294 966	-0,05 %
Volume échangé	500 305	50 847,56 %
Valeur transigée (FCFA)	5 050 041 565	51 245,16 %
Nombre de titres transigés	2	-60,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	1	-80,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	3 980	7,42 %	223,58 %
SOE CI (SDCC)	4 605	7,09 %	54,01 %
TOTAL CI (TTLC)	1 840	3,95 %	15,72 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 600	3,23 %	42,22 %
SAPH CI (SPHC)	3 500	2,94 %	150,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL SN (TTLS)	1 685	-7,42 %	-6,39 %
SAFCA CI (SAFC)	760	-7,32 %	171,43 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	320	-7,25 %	39,13 %
BERNABE CI (BNBC)	1 700	-6,59 %	183,33 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	8 600	-4,28 %	6,24 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	77,61	-1,50 %	114,10 %	73 176	53 958 750	17,07
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	448,66	0,10 %	9,30 %	5 869	29 463 065	7,62
BRVM - FINANCES	15	60,84	-0,51 %	1,42 %	106 279	61 515 192	12,33
BRVM - TRANSPORT	2	456,26	0,00 %	20,48 %	113	211 995	7,59
BRVM - AGRICULTURE	5	171,15	1,03 %	97,77 %	50 101	162 416 130	11,37
BRVM - DISTRIBUTION	7	300,60	-0,42 %	32,76 %	11 467	18 355 585	18,47
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	832,87	-2,17 %	141,07 %	703	475 295	3,91
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,64	
Taux de rendement moyen du marché	7,60	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,05	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	93	
Volume moyen annuel par séance	224 700,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 312 667 314,43	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	5,58	
Ratio moyen de satisfaction	46,91	
Ratio moyen de tendance	841,05	
Ratio moyen de couverture	11,89	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	3,50	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BÉNIN Avenue Charles de Gaulle Cotonou 01 BP 2800 Cotonou Tél : (229) 21 21 21 26 Fax : (229) 21 21 20 77	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 5022 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19	 CÔTE D'IVOIRE Bourse Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma 01 BP 3802 Abidjan 01 Tél : (225) 20 21 50 50 Fax : (225) 20 32 47 77	 GUINEE-BISSAU Câmara de Comércio, Indústria, e Agricultura da República da Guiné-Bissau, Avenida Pimenta Neiva CP 88 Bissau Tél : (246) 320 18 02 Fax : (246) 320 18 02	 MALI Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de Mali, Place de la Liberté B.P. E 1388 - Bamako Tél : (223) 44 90 18 10 Fax : (223) 44 90 18 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, Place de la Liberté BP 13 200 Niamey Tél : (227) 20 73 80 02 Fax : (227) 20 73 80 47	 SENEGAL Chambre de Commerce et d'Industrie 7, rue Jean Mérimée BP 6956, Dakar - Plateau Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06	 TOGO Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat Immeuble 201 Togo BP 3262 Lomé Tél : (228) 22 61 23 16 Fax : (228) 22 61 23 41
---	--	--	--	---	---	--	--

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Résultats

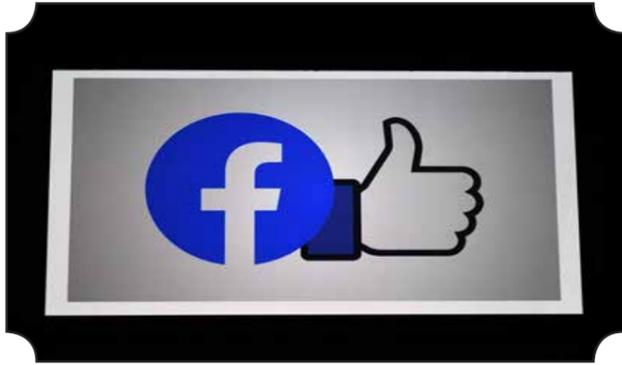
Facebook double ses profits

La publicité cartonne toujours sur le réseau de Mark Zuckerberg, mais la croissance devrait ralentir à cause des nouvelles règles publicitaires d'Apple.

Facebook a doublé son bénéfice net à 10,4 milliards de dollars (9,46 milliards de francs) au deuxième trimestre 2021 pour un chiffre d'affaires de 29 milliards, grâce à l'appétit des marques pour la publicité sur ses différentes plateformes pendant la reprise économique en cours. Mais la firme californienne a prévenu dans son communiqué de résultats publié mercredi que sa croissance allait «ralentir modestement» au second semestre, notamment à cause des nouvelles règles publicitaires d'Apple. Son titre perdait entre 3 et 4% après la clôture de la Bourse de Wall Street, bien que le groupe de Menlo Park (Californie) ait fait nettement mieux qu'attendu à la fois sur le chiffre d'affaires et le bénéfice. «La croissance des revenus publicitaires au deuxième trimestre a été alimentée par une augmentation de 47% du prix moyen des publicités et une hausse de 6% du nombre d'annonces diffusées», a expliqué la plateforme.

Résultats solides

«Il y a une demande énorme pour la publicité sur Facebook et Instagram, ce qui pousse les prix vers le haut», a commenté l'analyste Debra Aho Williamson du cabinet eMarketer. «Ces résultats trimestriels sont extrêmement solides et l'impact de la mise à jour d'Apple ne se fait pas encore sentir», a-t-elle ajouté. Cette tendance en termes de prix va continuer le reste de l'année, mais Facebook prévoit une légère décélération liée notamment à des «changements réglementaires et techniques». Apple



a récemment imposé aux éditeurs d'applications de demander la permission avant de collecter des données, au grand regret des entreprises dont le modèle économique repose sur la publicité finement ciblée en fonction des goûts et habitudes des consommateurs – comme Facebook. «Nous pensons que les mises à jour d'iOS (le système d'exploitation mobile d'Apple, ndlr) auront un impact plus prononcé au troisième trimestre», a détaillé la société. Au 30 juin, quelque 3,5 milliards de personnes dans le monde fréquentaient tous les mois au moins l'un des quatre réseaux et messageries du groupe – Facebook, Instagram, WhatsApp et Messenger. C'est 12% de plus qu'il y a un an, quand ces applications suscitaient un regain d'intérêt à cause des restrictions sanitaires. «L'audience massive de l'entreprise est sans équivalent», a réagi Debra Aho Williamson, qui note cependant des perspectives moins glorieuses de ce côté. «C'est le troisième trimestre consécutif où le nombre d'utilisateurs actifs quotidiens aux États-Unis ne bouge pas, et en Europe ils sont 2 millions de moins», souligne-t-elle.

Univers parallèle

Le géant des réseaux sociaux

enchaine les performances financières triomphales mais aussi les déboires avec les autorités et les sociétés occidentales, qui critiquent son accumulation de pouvoir sur l'économie, la politique et les modes de vie. Il y a dix jours, le président américain Joe Biden a estimé que Facebook et d'autres plateformes «tuaient» des gens en laissant circuler de fausses informations sur la vaccination contre le Covid. Surtout, l'autorité américaine de la concurrence (FTC) et 48 États ont intenté des poursuites fin 2020 contre la firme, qu'ils accusent d'abus de position dominante. Ils veulent que la justice force le groupe à se séparer d'Instagram et WhatsApp. Facebook a remporté la première manche – un juge américain a rejeté les plaintes fin juin et la société a dépassé les 1000 milliards de dollars de capitalisation boursière pour la première fois. Mais ce n'est que partie remise. Les autorités vont revenir à la charge, déterminées à en découdre aussi bien avec la plateforme qu'avec ses voisins de la Silicon Valley, qui dominent tout autant leur secteur et ont largement bénéficié de la pandémie.

(AFP)

Économie

L'Europe a renoué avec une croissance forte au printemps

L'embellie sur le front de la croissance s'est répercutée sur le marché de l'emploi, où le taux de chômage a reculé en juin, pour toucher 7,1% de la population active de l'UE.

L'économie européenne a retrouvé le chemin de la croissance au printemps, profitant des progrès de la vaccination contre le Covid-19 et d'une levée progressive des restrictions sanitaires, selon des chiffres publiés vendredi par Eurostat. Le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro a rebondi de 2% au deuxième trimestre par rapport au précédent, après deux baisses trimestrielles consécutives, a annoncé l'office européen des statistiques. Pour l'ensemble de l'Union européenne, la hausse a atteint 1,9%. Parmi les grands pays, la France a enregistré la moins bonne performance

(+0,9%), derrière l'Espagne (+2,8%), l'Italie (+2,7%) et l'Allemagne (+1,5%). Au premier trimestre, le PIB de la zone euro avait baissé de 0,3%, après une baisse de 0,6% sur les trois derniers mois de 2020. Les experts s'attendaient à ce fort rebond sur la période avril-juin, grâce à la levée progressive des restrictions sanitaires qui avaient freiné l'activité notamment dans les transports, l'hôtellerie-restauration et le tourisme.

Emploi

L'embellie sur le front de la croissance s'est répercutée sur le marché de l'emploi. Le taux de chômage de la

zone euro a nettement reculé en juin, touchant 7,7% de la population active, après 8% en mai. Pour l'ensemble de l'Union européenne, le chômage a baissé de 0,2 point sur un mois à 7,1%. Quelque 14,9 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE en juin, dont 12,5 millions dans la zone euro. Seule ombre au tableau, le taux d'inflation annuel en zone euro a augmenté en juillet, à 2,2%, dépassant l'objectif de 2% de la BCE, alors que la hausse des prix à la consommation inquiète les investisseurs.

(AFP)

Lobbying

Monsanto sanctionné à hauteur de 400'000 euros

Le géant de l'agrochimie a été reconnu coupable d'avoir fiché illégalement des personnalités pour influencer le débat sur l'interdiction du glyphosate.

Le gendarme français des données personnelles, la Cnil, a prononcé mercredi contre l'agrochimiste Monsanto (propriété de Bayer) une amende de 400'000 euros (environ 432'000 francs suisses) pour avoir fiché illégalement des personnalités publiques, journalistes et militants dans le but d'influencer le débat public sur l'interdiction du glyphosate. Le régulateur, destinataire de 7 plaintes «émanant notamment de personnes concernées par ce fichier», reproche à la société d'avoir manqué à son obligation d'information des personnes, qui n'ont appris l'existence de ce traitement de données que lors de sa révélation dans les médias en mai 2019. Selon son enquête, le fichier en question contenait pour chacune des «plus de 200 personnalités» inscrites dans le fichier, une «note allant de 1 à 5» permettant «d'évaluer son influence, sa crédibilité et son soutien à la société Monsanto sur divers sujets tels que les pesticides ou les organismes génétiquement modifiés». L'affaire, révélée en 2019 par le quotidien Le Monde et la chaîne de télévision France 2 suite à une fuite de documents confiden-



tiels d'agences de communication, s'était rapidement étendue à l'Europe.

«Aucune preuve»

Des listes de personnalités (politiques, scientifiques, journalistes) existaient également dans au moins six autres pays (Allemagne, Italie, Pays-Bas, Pologne, Espagne, Royaume-Uni) ainsi que pour les institutions européennes, avait indiqué Bayer. «Au cours de la procédure, l'autorité française de contrôle de la protection des données a considérablement réduit la portée initiale des allégations portées contre Monsanto», a réagi Bayer dans une déclaration. «Toutefois, la Cnil a pris une décision qui diffère sensiblement de notre interprétation concernant la classification de Monsanto comme contrôleur des données et les obligations légales afférentes», ajoute le groupe, qui précise

qu'un cabinet d'avocat mandaté pour chercher d'autres listes en Europe n'avait «trouvé aucune preuve d'un comportement illégal». «La création de fichiers de contacts par les représentants d'intérêts à des fins de lobbying n'est pas, en soi, illégale», explique la Cnil dans son communiqué. «En revanche, ne peuvent figurer dans ce fichier que des personnes qui peuvent raisonnablement s'attendre, en raison de leur notoriété ou de leur activité, à être l'objet de contacts du secteur», ajoute la Commission. Il faut de plus que «les données inscrites dans le fichier aient été collectées légalement et que les personnes soient informées de l'existence du fichier, afin de pouvoir exercer leurs droits, notamment leur droit d'opposition.»

(AFP)

Fiscalité

La justice allemande confirme l'illégalité des montages cum-ex

Le caractère frauduleux de ces montages fiscaux a été reconnu pour la première fois mercredi. L'Allemagne devrait ainsi pouvoir récupérer des milliards de recettes perdues.

La Cour fédérale allemande (BGH) a confirmé mercredi pour la première fois le caractère frauduleux des montages fiscaux dits «cum-ex», ouvrant la possibilité à l'Etat allemand de récupérer des milliards de recettes perdues. L'impôt sur les plus-values qui a été soustrait au fisc sur la base de ces opérations cum-ex «constitue une infraction pénale de fraude fiscale», affirme la haute juridiction dans son jugement. En l'espèce, le juge suprême a confirmé les condamnations à des peines de prison avec sursis prononcées en 2020 par le tribunal régional de Bonn, à l'encontre de deux banquiers, dont l'un doit également payer 14 millions d'euros d'amende. Ces deux anciens employés de la banque HypoVereinsbank, filiale de l'italienne UniCredit, répondaient de 33 chefs de fraude fiscale plus une tentative de fraude portant sur près de 450 millions d'euros de recettes soustraites au fisc



allemand entre 2006 et début 2011.

Affaire tentaculaire

Il ne s'agit là que d'un volet de l'affaire tentaculaire qui a lésé l'Etat d'au moins 7 milliards d'euros de rentrées jusqu'en 2012, avant un changement législatif qui a mis fin à la martingale. La combine a consisté à acheter puis revendre des actions autour du jour de versement du dividende, si vite que l'administration n'identifie plus le véritable propriétaire et attribue à plusieurs personnes le même crédit d'impôt. Lors de leur procès, les deux banquiers avaient affirmé ne pas avoir eu conscience d'agir dans l'illégalité. Or, «il ne pouvait y avoir aucun doute sur l'intentionnalité des parties impliquées, qui

ont délibérément travaillé aux alentours de la date de paiement du dividende» pour ne pas payer d'impôt sur les plus-values réalisées, assène le BGH. La Cour fédérale a aussi confirmé la sanction envers la banque privée M.M. Warburg, qui a participé à la fraude, comme plusieurs autres banques, et a pour cela été condamnée à une amende de 176 millions d'euros de dettes d'impôt. Avec cette décision, «il est clair que l'argent volé peut être récupéré sans restriction» et «cela doit maintenant être effectué avec vigueur» par l'administration fiscale, a réagi le député du parti libéral FDP Florian Toncar, cité par la Rheinische Post. Des dizaines d'autres procédures sont pendantes dans cette affaire. L'avocat allemand Hanno Berger, cerveau présumé de cette tentaculaire affaire, a été arrêté en Suisse le 7 juillet et attend une possible extradition vers l'Allemagne pour y être jugé.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
Réunion du Comité Régional des Négociations Commerciales	15 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
Organisation des réunions du cadre de concertation avec les OIG	15 au 30 juin 2021	Abuja, Nigéria	http://www.uemoa.int/fr
Rencontre du réseau des Organismes de promotion du commerce	22 au 23 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
9ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique	31 mai au 4 juin 2021	Cap vert	https://www.uneca.org/fr/events/centre-africain-pour-la-politique-en-mati%C3%A8re-de-climat/neuvi%C3%A8me-conf%C3%A9rence-sur-le-changement
Conférence internationale sur l'enseignement forestier	8 au 10 juin 2021	Virtuel	Forest-Education@fao.org
Assemblées annuelles du Groupe de la BAD	23 au 25 juin 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/pressreleases/assemblies-annuelles-2020-du-groupe-de-la-banque-africaine-de-developpement-communique-final-37563
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com

HOROSCOPE finance

Bélier Attendez de préférence encore quelques jours pour tenter de régler des problèmes financiers compliqués. Bien soutenu par la planète Saturne, vous ferez alors preuve d'une extraordinaire lucidité.

Taureau Vous n'aurez pas trop de soucis à vous faire pour vivre vos fins de mois en beauté. Vous pourrez même compter sur un cadeau des astres sous forme de quelques rentrées d'argent inespérées ou d'une belle promotion professionnelle.

Gémeaux On dirait que tout vous vient aujourd'hui sur un plateau d'argent ! Mais ne vous croyez pas obligé de dépenser tout ce que la chance vous aura fait gagner. Offrez-vous une sortie en compagnie de l'être aimé.

Cancer Ne remettez pas au lendemain le règlement de problèmes pécuniaires importants. Profitez du passage des bons influx de Saturne pour vous attaquer sérieusement à ces questions : vous aurez de grandes chances de réussir.

Lion Vous ne pouvez pas espérer de cet aspect de Saturne une amélioration spectaculaire et rapide de votre situation matérielle. Il serait donc inutile de croire au père Noël, par exemple en tentant votre chance aux jeux de hasard. En revanche, c'est un aspect bénéfique qui vous protégera contre les risques d'effondrement de votre patrimoine, par exemple, contre la destruction de votre maison par le feu ou par l'eau.

Vierge Mercure en aspect dysharmonique sèmera la pagaille. Dans l'hypothèse très probable où vos dépenses seraient bien supérieures à vos ressources, de deux choses l'une : soit vous ferez l'effort de vous priver ; soit vous plongerez dans le rouge et là, attention aux fâcheuses conséquences !

Balance Le Soleil va mettre le domaine financier momentanément en vedette. Pour le meilleur, peut-être, mais sous réserve que vous veilliez à ne pas dépenser sans compter ou, si vous avez placé vos économies en Bourse, à ne pas prendre trop de risques.

Scorpion Grâce à la présente configuration astrale, vous pourrez équilibrer votre budget, voire même améliorer vos revenus, à condition d'avoir la tête sur les épaules et de ne prendre aucun risque. Vous manquerez en effet par moments de lucidité ou, tout simplement, vous n'aurez pas tous les éléments en main pour faire les bons choix ; seule la prudence sera donc payante.

Sagittaire Quelques problèmes financiers risquent de vous empoisonner l'existence. Pourtant, incapable de vous empêcher de vivre au-dessus de vos moyens, vous ne pourrez vous en prendre qu'à vous-même. Quoi qu'il arrive, il faudra bien que vous finissiez par payer vos dettes.

Capricorne Il paraît que l'argent aura tendance à sortir à gros flots de votre escarcelle, malgré vos efforts d'organisation et d'économie. Ces dépenses seront vraisemblablement en relation avec la vie sentimentale. Cherchez à consolider vos positions durant cette journée, qui facilite les placements durables et toute initiative dans l'immobilier. Vous serez bien avisé de renoncer à des projets d'un coût exorbitant et pouvant absorber toutes vos ressources financières.

Verseau Le hasard et les spéculations pourront vous réussir aujourd'hui. Mais ne vous fiez pas à votre seule intuition. Demandez aussi conseil à votre entourage ou à des experts. Ainsi, vous décrocherez peut-être la timbale. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Poissons Sur le plan financier, vous n'aurez pas droit à l'erreur. Vous ne pourrez absolument pas vous permettre de jouer les cigales imprévoyantes. Il faudra vous imposer une discipline très stricte et faire une croix sur les dépenses superflues. Ne vous laissez pas non plus entraîner dans des opérations financières hasardeuses ou mal préparées. En respectant ces consignes de prudence, vous parviendrez à traverser la présente période délicate dans de bonnes conditions.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE
 ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

COMMUNIQUE

Le Ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural communique :

Dans le cadre de l'amélioration des rendements et de la productivité agricoles, environ 80.000 tonnes d'engrais NPK 15-15-15 et Urée 46%N ont été mobilisées par le gouvernement pour satisfaire les besoins des agriculteurs togolais et assurer le bon déroulement de la campagne agricole 2021/2022.

Cependant, il nous a été donné de constater que des réseaux de contrebande se développent sur toute l'étendue du territoire pour convoier ces stocks d'engrais vers les pays voisins à travers les villages frontaliers.

A cet effet, le ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural porte à l'attention de tous les acteurs que la réexportation, sous toutes ses formes, des stocks d'engrais subventionnés par le gouvernement togolais est formellement interdite.

Quiconque sera surpris dans le cadre de ces sorties frauduleuses d'engrais sera sévèrement puni conformément à la rigueur de la loi.

Le ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural invite toutes les autorités locales, les forces de l'ordre et de sécurité ainsi que les producteurs agricoles à collaborer pour lutter efficacement contre ces réseaux illicites qui mettent à rude épreuve la disponibilité des engrais indispensables à la production agricole.

Le ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural compte sur l'entière implication de tous les acteurs pour la réussite de la campagne agricole 2021/2022.

Fait à Lomé, le 28 juillet 2021

Pour le Ministre et P.O.,
Le Directeur de cabinet



KONLANI K. Dindioque

Afrique

La conférence sur la politique foncière se tiendra à Kigali

Le Centre africain de politique foncière (ALPC), organise du 2 au 4 novembre 2021 dans un format hybride : en ligne et en présentiel à Kigali au Rwanda, la conférence 2021 sur la politique foncière en Afrique.

● Eyram AKAKPO

Cette conférence axée sur le thème 'la gouvernance foncière pour la sauvegarde de l'art, de la culture et du patrimoine vers l'Afrique que nous voulons' est une initiative conjointe de la Commission de l'Union africaine, des Nations unies, de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et de la Banque africaine de développement. Elle comprendra des sessions plénières, des sessions parallèles, des master classes, des événements parallèles et des expositions. La rencontre mettra l'accent sur le patrimoine africain, les dimensions culturelles de la terre et le potentiel pour garantir les moyens de subsistance, la croissance économique et le développement durable grâce à l'économie créative dans les milieux ruraux et urbains. Elle se concentrera également sur la promotion de l'innovation et la stimulation de la valeur sociale et



économique par la créativité, le talent, le capital intellectuel, les expressions des arts et l'entrepreneuriat culturel, comme prévu dans l'Agenda 2063. La Conférence sur la politique foncière en Afrique (CLPA), organisée tous les deux ans a pour objectif d'approfondir les capacités en matière de politique foncière en Afrique grâce à un meilleur accès aux connaissances et à l'information sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques foncières. Il s'agit d'une plateforme destinée à présenter les résultats de la recherche et

à attirer l'attention d'un large éventail de parties prenantes sur les problèmes et l'état de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques foncières en Afrique. L'événement permet également la mise en réseau de représentants d'institutions académiques et de recherche, de gouvernements, d'autorités traditionnelles, d'agriculteurs, de la société civile, du secteur privé, de praticiens du foncier et de partenaires du développement.

Entrepreneuriat

Un foyer solaire sans combustible made in Togo

Le foyer solaire sans combustible capable de cuire les repas et charger les batteries de téléphones portables, est une innovation de l'entrepreneur environnementaliste togolais Salma Bougoune.

Il s'agit d'un foyer électrique solaire isolé thermiquement à cuisson au fil du soleil. Son adoption nécessite un changement d'habitude surtout la cuisson non planifiée et spontanée. Il répond beaucoup plus à notre sens de responsabilité environnementale et de programmation", confie Salma Bougoune à agridigitale.net. Selon lui, ce foyer est très simple d'utilisation. Le processus consiste à mettre le matin de l'eau dans le foyer qui devient bouillante après quelques heures. Il suffirait alors de mettre ce que vous voulez préparer dans l'eau bouillante. "Vous n'avez pas besoin de surveiller quoi

que ce soit. Il suffit même pour certains de mettre tout ce qu'il y a à cuire et quelques heures après, tout est bien cuit sans carbonisation. Ce foyer permet d'économiser 110f par jour comparativement au foyer à charbon ou à gaz avec les avantages pour la santé et pour l'environnement jamais égalés", explique le fabricant.

Foyer écologique et écoresponsable

La première menace aujourd'hui pour la survie de l'homme est la déforestation et le changement climatique. Dans ces conditions, l'agriculture est menacée par les gaz à effet de serre émis par les foyers à bois, à charbon et à

gaz, à tel point que la sécurité alimentaire est menacée. Le foyer solaire sans combustible est disponible dans les structures d'OSMER SARL à Lomé et à Atakpamé et auprès des structures partenaires sur l'ensemble du territoire national. Les ménages sont invités à contribuer au développement durable en optant pour l'utilisation de ces foyers solaires sans combustible. L'innovateur Salma Bougoune est lauréat du prix international D-PRIZE pour la distribution de Lampes solaires de qualité accessible même à crédit pour l'accès à l'énergie pour tous à l'horizon 2030.

Avec agridigitale.net

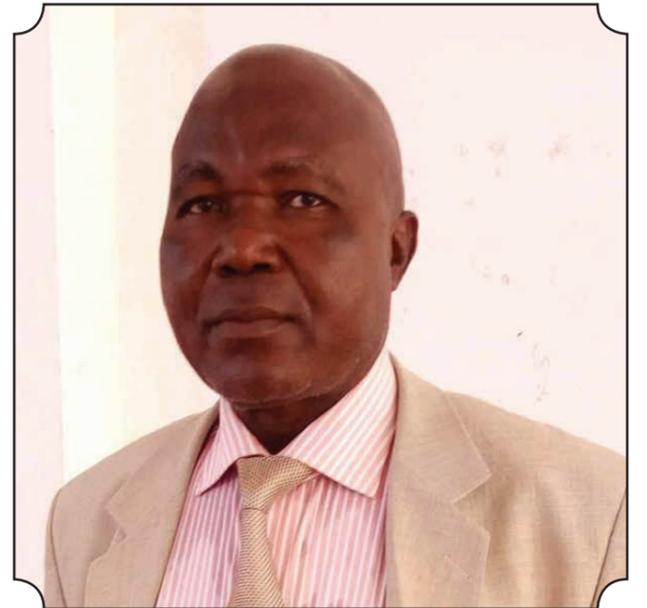
Gratuité des cours de vacances au Togo

L'UFEPLAT déplore la situation

Dans un communiqué signé en date du 29 juillet 2021, le ministre de l'enseignement primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, Professeur Dodzi Komlan Kokoroko, interdit les cours de vacances payants sur toute l'étendue du territoire national. Cette décision assortie d'une menace de fermetures de certains établissements déjà ciblés a du mal à passer auprès de l'Union des fondateurs des écoles privées laïcs du Togo (UFEPLAT).

● Eyram AKAKPO

Le ministre de l'enseignement primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, Prof Dodzi Komlan Kokoroko dans sa note informe les responsables des établissements scolaires de la gratuité des cours de vacances. « Ces cours de vacances doivent être gratuits et se dérouler dans le respect scrupuleux des mesures barrières édictées par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 », indique le communiqué. L'Union des fondateurs des écoles privées laïcs, en réaction à ce communiqué, trouve déplorable la situation étant donné qu'elle n'était pas consultée. « Nous déplorons vivement cette situation. Quand il s'agit d'une situation où on n'a besoin de nous pour nous amadouer, on trouve notre route et sur des questions administratives, nous ne sommes pas consultés », a déploré Prince Bedy Tsanlevo, le président de l'UFEPLAT, qui pense que l'Etat devrait plutôt subventionner l'enseignement privé. « Pour rendre les cours des vacances gratuites au Togo, l'Etat a cette obligation de nous venir en aide. Il suffit de subventionner les établissements privés laïcs et le tour est joué. On nous oblige à



nous saigner mais tenez-vous bien, un promoteur d'école est comme un fonctionnaire moyen. C'est à peine il a 50.000 FCFA par mois. Il y a ces jaloux qui pensent que nous sommes des hommes d'affaires et que nous ramassons de l'argent, combien au finish ? » s'interroge-t-il. L'UFEPLAT précise par ailleurs que les enseignants ne gagnent presque rien sur ce que payent les parents d'élèves pour les cours de vacances. « Au Togo, il y a plus de fonctionnaires que d'agriculteurs et il faut que ces fonctionnaires vaquent à leurs occupations et les enfants sont laissés pour compte à la maison. Dans

certaines établissements, les élèves payent 500 FCFA et d'autres 1000 FCFA. Si 100 élèves s'inscrivent, cela fait 100.000 FCFA pour au moins 10 enseignants qui vont passer tout un mois pour bénéficier entre 8.000 et 10.000 francs au maximum. Dans ces conditions si les autorités accordent des subventions aux établissements scolaires privés, la gratuité se fera », a-t-il conclu. Les cours de vacances généralement appelés cours de remise à niveau, permettent à l'élève en congé de relever son niveau sur les disciplines ou les matières dans lesquelles il rencontre des difficultés et des problèmes de compréhension.

Tottenham

Harry Kane sanctionné pour avoir manqué la reprise ?

Harry Kane et Tottenham, l'histoire est sur le point de se terminer. Auteur de 221 buts en 337 matches pour les Spurs, l'international anglais de 28 ans avait déjà annoncé son souhait de quitter le club en mai dernier.

De retour de vacances après avoir disputé l'Euro 2020, Kane aurait séché la reprise de l'entraînement du club londonien ce lundi et aurait écopé d'une amende, comme l'informe Sky Sports. Le club de Premier League est « déçu »

du comportement de sa star, formé au club en 2011. Sous contrat jusqu'en 2024 avec les Spurs, Kane est courtisé par Chelsea, Manchester United et Manchester City. Les Skyblues ont offert 100 millions de livres (117 millions d'euros) pour se l'offrir,

mais Tottenham évalue Harry Kane à 140 millions d'euros et ne compte pas le lâcher en dessous de ce montant. Le feuilleton Harry Kane est encore loin d'être terminé...

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie : 56 600 km ²		Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)		Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an		Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)		Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)		Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)		Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)		BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)		CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)		Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C		COFACE
Taux de scolarisation : 83%		INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance : 5,1 (2019)		CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US		populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)		CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)		BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)		FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)		PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)		MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)		Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)		Populationdata

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@laimaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56